

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE MAYOTTE

CONSEIL DEPARTEMENTAL

Commission Permanente du mercredi 12 juin 2024

Membres en exercice : 26
Présents : 15
Procuration(s) : 9
Absent(s) : 2
Nombres de votants : 24
Votes pour : 24
Vote(s) contre : 0
Abstention(s) : 0
Date de la convocation : lundi 3 juin 2024

DELIBERATION N°DL_CP2024_0114

Relative à la signature d'une convention cadre de partenariat entre le Conseil départemental de Mayotte et France Volontaire dans le cadre du Volontariat International

L'an deux mille vingt-quatre, le douze juin, à 09h00, le Conseil Départemental de Mayotte s'est réuni en Commission Permanente, en application de l'article L. 3121-19 du code général des collectivités territoriales, sur convocation et sous la présidence de Monsieur Ben Issa OUSSENI, Président du Conseil départemental de Mayotte. Cette séance s'est tenue à l'hémicycle Younoussa BAMANA.

Conseillers départementaux présents :

Monsieur Ben Issa OUSSENI, Monsieur Salime MDERE, Madame Mariam SAID KALAME, Madame Zouhourya MOUAYAD BEN, Madame Bibi CHANFI, Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE, Madame Rosette VITTA, Madame Zamimou AHAMADI, Monsieur El Anrif HASSANI, Madame Laini ABDALLAH BOINA, Monsieur Abdoul KAMARDINE, Monsieur Saïndou ATTOUMANI, Monsieur Daniel ZAIDANI, Madame Maymounati MOUSSA AHAMADI, Madame Soihir EL HADAD, Madame Hélène POLLOZEC

Conseillers départementaux représentés :

Monsieur Ali OMAR donne pouvoir à Madame Soihir EL HADAD,
Monsieur Madi Moussa VELOU donne pouvoir à Madame Zamimou AHAMADI,
Monsieur Soula SAID SOUFFOU donne pouvoir à Madame Mariam SAID KALAME,
Madame Nadjima SAID donne pouvoir à Monsieur Salime MDERE,
Monsieur Alain SARMENT donne pouvoir à Madame Hélène POLLOZEC,
Madame Echat ISSA donne pouvoir à Monsieur Daoud SAINDOU MALIDE,
Madame Farianti MDALLAH donne pouvoir à Monsieur El Anrif HASSANI,
Monsieur Elyassir MANROUFOU donne pouvoir à Madame Laini ABDALLAH BOINA

Conseillers départementaux absents :

Monsieur Nadjayedine SIDI, Madame Zaounaki SAINDOU

Secrétaire de séance désignée :

Madame Hélène POLLOZEC

Le Président constate que le quorum est atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** la loi n°2007-147 du 02 février 2007 relative à l'action extérieure des collectivités territoriales et de leurs groupements, dite loi Thiollière ;
- Vu** la délibération N°DL_AP2021_0197 du 1^{er} juillet 2021 relative à l'élection de Monsieur Ben Issa OUSSENI en qualité de Président du Conseil Départemental de Mayotte ;
- Vu** la délibération N°DL_AP2021_0203 du 19 juillet 2021 relative aux délégations du Conseil Départemental données à sa commission permanente ;

Vu la délibération N° DL_AP2024_0019 du 09 avril 2024 relative au budget primitif 2024 ;
Vu le rapport n°2024-02180 de Monsieur le Président du Conseil départemental de Mayotte ;
Vu l'avis de la Commission du développement économique et coopération décentralisée du 05 juin 2024 ;

Considérant la mise en œuvre du Cadre Stratégique de Coopération décentralisée et d'action internationale, adopté par l'assemblée départementale le 17 octobre 2018.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,
Le Conseil Départemental,

DECIDE

- Article 1 :** d'autoriser le Président du Conseil départemental de Mayotte à signer une convention cadre de partenariat avec France Volontaire sur la mise en place d'une politique de volontariat internationale dans le cadre de la coopération internationale 2024 ;
- Article 2 :** d'autoriser le Président du Conseil départemental à signer la mise en œuvre de cette délibération ;
- Article 3 :** En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Mamoudzou dans les deux mois qui suivent sa publication « et affichage » et sa transmission au Représentant de l'État dans le Département.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil départemental


Ben Issa OUSSENI

The image shows a circular official stamp of the French Republic and the Mayotte Departmental Council. A blue ink signature is written across the stamp. Below the stamp, the name 'Ben Issa OUSSENI' is printed in bold black text.

Convention cadre relative au partenariat entre Le Conseil départemental de Mayotte et France Volontaires

ENTRE,

Le Conseil départemental de Mayotte, ayant son siège à l'Hôtel du Département, 112 Boulevard Halidi Sélémani, BP 101, 97 645 MAMOUDZOU CEDEX, MAYOTTE (YT), représentée par son Président, Monsieur Ben Issa OUSSANI;

D'une part,

ET

France Volontaires, ci-après désigné « FV » domiciliée 6, rue Truillot 94 200 IVRY-SUR-SEINE, représenté par son Directeur général Monsieur Yann DELAUNAY, représenté à La Réunion par Madame Anne KORSZUK, dont les bureaux sont situés au 3, rue des Ecoliers à SAINTE-CLOTILDE ;

D'autre part,

Vu la loi N° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi d'orientation pour l'Outre-mer N° 2000-1207 du 13 décembre 2000 ;

Vu la loi N° 2007-146 du 2 février 2007 relative à l'action extérieure des Collectivités Territoriales et de leurs groupements, dite Thiollière;

Vu la loi N° 2010-241 du 10 mars 2010 relative au service civique et le décret N° 2010-485 du 12 mai 2010 ;

Vu la loi N° 2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte ;

Vu la loi n°2021-1031 du 4 août 2021 de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales ;

Vu la délibération du 17 octobre 2018 du cadre stratégique de coopération décentralisée et d'action internationale du conseil départemental de Mayotte ;

Vu la délibération N° DL_AP2021_0197 du 1er juillet 2021 relative à l'élection de Mr Ben Issa OUSSANI en qualité de Président du Conseil départemental de Mayotte.....

Vu la délibération N° du autorisant la signature de partenariat entre le Conseil départemental de Mayotte avec France Volontaire ;

Vu la convention cadre de partenariat sur la coopération décentralisée internationale Etat/Conseil départemental du 11 mars 2024 ;

Vu les statuts de France Volontaires validés en assemblée générale et l'arrêté de création du 3 octobre 2022 portant approbation de la convention constitutive du groupement d'intérêt public (GIP) France Volontaires ;

Préambule :

Disposant de compétences de droit commun et de prérogatives spécifiques, **le Conseil départemental de Mayotte soutient et met en œuvre** en sa qualité de collectivité territoriale d'Outre-mer et de Région ultrapériphérique européenne, **des actions internationales de coopération**, d'aide au développement et de solidarité internationale. Ces actions s'inscrivent dans le cadre de la coopération multilatérale, des accords bilatéraux gouvernementaux et décentralisés dont le Conseil départemental de Mayotte est partie prenante.

Le Conseil départemental de Mayotte souhaite dans le cadre de la mandature 2021/2028 donner une impulsion nouvelle à sa politique de coopération dans une logique de codéveloppement et contribuer ainsi au renforcement de l'insertion de Mayotte dans son environnement régional.

Dans le cadre des orientations politiques définies dans son cadre stratégique de coopération décentralisée et de l'action internationale de Mayotte, le Conseil départemental a pour ambition d'« Ancrer davantage Mayotte dans son environnement régional et œuvrer pour sa reconnaissance internationale ».

La nécessité d'avoir des points de contact sur les territoires de coopération est donc criante pour dynamiser le développement économique du territoire mahorais et l'insertion professionnelle par la mobilité.

La présente convention instituant un partenariat entre le Conseil départemental de Mayotte et France Volontaires, permettra d'améliorer la mobilité des mahorais dans la zone et de renforcer la visibilité de Mayotte dans son environnement régional.

France Volontaires est la plateforme française du volontariat international d'échange et de solidarité. Opérateur du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, elle réunit l'Etat, des collectivités territoriales et des associations autour d'une mission d'intérêt général : le développement et la promotion du volontariat international d'échange et de solidarité.

France Volontaires est présente dans vingt-quatre (24) pays d'Afrique, de l'océan Indien, d'Asie, d'Amérique/Caraïbes, du Pacifique sud à travers un réseau d'espaces volontariats, centres de ressources, d'information et d'accompagnement sur le volontariat à l'international.

France Volontaires soutient les collectivités territoriales dans la prise en compte des dispositifs de volontariat international dans le cadre de leur action internationale et de leurs politiques « jeunesses ». Les collectivités territoriales sont représentées au sein de ses

instances soit à travers leur adhésion, soit à travers l'adhésion de leurs associations faitières S²LO. Implantée depuis 2003 à La Réunion, l'antenne de France Volontaires Mayotte, a contribué à la mobilité et au désir d'ouverture et d'engagement des jeunes mahorais, à travers des missions de Volontariat International d'Echange et de Solidarité.

CONSIDERANT QUE

- Le volontariat international d'échange et de solidarité est un levier puissant et transversal d'action qui permet d'agir tant pour l'insertion et l'engagement des jeunes que pour le développement de l'action internationale des collectivités territoriales ;
- La loi de programmation du 4 août 2021 relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales consacre l'ambition de la France en matière de volontariat international, en reconnaissant le volontariat comme levier de la politique de développement de la France, ainsi que la plus-value de ces dispositifs, en les inscrivant dans la trajectoire d'augmentation de l'aide publique au développement (APD) et en ouvrant le principe de réciprocité au volontariat de solidarité internationale (VSI) ;
- Le Conseil départemental de Mayotte, souhaite amplifier sa politique en faveur des volontariats afin de permettre à davantage de jeunes mahoraises et mahorais de bénéficier d'expériences formatrices au niveau international, et de soutenir la mise en œuvre des différents dispositifs FV ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

Par la présente convention le Conseil départemental de Mayotte et France Volontaires s'accordent pour promouvoir et mettre en œuvre les dispositifs de volontariat international d'échange et de solidarité (VIES)-en faveur-des jeunes de Mayotte et des échanges la zone océan Indien, Afrique australe, orientale et Afrique de l'Ouest...

Cette politique vise à favoriser l'accès au volontariat international à un plus grand nombre de jeunes mahoraises et mahorais, à intégrer la réciprocité dans ses actions et à accompagner le tissu d'acteurs locaux.

Les deux parties s'accordent à développer de manière significative les opportunités d'engagement.

Des conventions opérationnelles spécifiques préciseront les modalités d'exécution du présent accord.

ARTICLE 2 : LES AXES DE COLLABORATION

2.1 Poursuivre le développement du volontariat de solidarité internationale (VSI)

Le développement de la mobilité en volontariat de solidarité internationale se poursuivra principalement dans le cadre du programme soutenu par les fonds européens (Interreg) et le Conseil départemental de Mayotte-pour la période 2021-2027.

Les missions de VSI seront développées en cohérence avec les priorités du programme opérationnel et de la mandature du Conseil départemental, en appui à des structures

partenaires des pays signataires ou non du programme Interreg qui œuvre de projets de coopération dans les domaines de l'éducation ; la francophonie ; la culture et le sport, le développement des échanges économiques ; le développement durable, l'écotourisme, l'agroécologie et la gestion des déchets ; la recherche et l'innovation (liste non exhaustive).

Une convention spécifique dédiée à ce programme sera signée entre les parties.

Des projets peuvent être également soutenus par des programmes spécifiques à l'instar de Territoires Volontaires, et notamment les missions de réciprocité.

2.2 Développer la mobilité de la jeunesse et l'engagement citoyen

Conformément à l'orientation volontariste du Conseil départemental de Mayotte concernant la mobilité internationale des jeunes mahorais, qui contribue à leur ouverture au monde, au renforcement de leur autonomie et de leur employabilité, les parties souhaitent développer tous les dispositifs de volontariat international qui permettront à un plus grand nombre de personnes de s'engager.

Il s'agit ainsi **d'accompagner la mise en œuvre d'un parcours d'engagement à l'international** qui, dès le lycée, sensibilisera les jeunes sur les possibles formes de volontariat. Cet accompagnement sera conduit en étroite collaboration avec les acteurs du territoire (associations, collectivités, autres acteurs).

Ce parcours se déclinera en plusieurs étapes :

- Soutien à l'engagement collectif via les dispositifs Initiative pour la solidarité internationale (ISI) et Jeunesse et solidarité internationale et ville, vie, vacances et solidarité internationale (JSI_VVVSI) dès l'âge de 16 ans ;
- Développement du service civique à l'international entre 18 et 25 ans ;
- Poursuite de l'engagement avec le volontariat de solidarité internationale (VSI) ;
- Les chantiers internationaux ;
- Les congés de solidarité ;
- Le volontariat sénior ;

France Volontaires, dans son rôle de plateforme, accompagnera le Département de Mayotte dans la mise en œuvre d'une **phase expérimentale de déploiement de missions de service civique**, grâce notamment au programme Territoires Volontaires.

Une convention dédiée aux modalités de mise en œuvre (accompagnement, cofinancement etc.) sera signée à cet effet.

En ce qui concerne les dispositifs d'engagement collectif (ISI et JSI-VVVSI), pilotés et cofinancés par le fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP), France Volontaires facilitera l'information et la formation sur ces dispositifs en faveur des acteurs locaux.

2.3 Favoriser le développement de la réciprocité

L'engagement de service civique et plus récemment de volontariat de solidarité internationale permettent d'accueillir des volontaires de pays partenaires pour des missions solidaires de longue durée en France. La réciprocité concourt à des relations encore plus équilibrées avec les pays partenaires et fait naître des partenariats innovants.

Dans cette optique, **le Conseil départemental de Mayotte souhaite intégrer des missions de service civique et de VSI en réciprocité dans son expérimentation**, notamment dans le

cadre du programme Territoires Volontaires.

France Volontaires appuiera la mise en œuvre de ces nouveaux dispositifs pour la collectivité. Ces missions pourraient contribuer à l'animation du Parcours de l'engagement.

2.4 Accompagner le développement des acteurs du territoire, moteurs de l'engagement citoyen

L'engagement du Conseil départemental de Mayotte en faveur de la mobilité croisée des jeunes et de leur engagement citoyen nécessite la structuration d'un écosystème local capable d'accompagner ce mouvement.

En effet, la collectivité départementale de Mayotte et l'antenne Réunion France Volontaires, compétente pour Mayotte doivent pouvoir s'appuyer sur des relais d'information et de formation pour sensibiliser et accompagner un grand nombre de jeunes dans leurs démarches d'engagement.

Les parties souhaitent travailler ensemble pour identifier et aider les associations et les organisations travaillant sur les sujets de la solidarité internationale et la mobilité afin de les associer à la dynamique de développement du volontariat international.

Des sessions de formation et d'accompagnement à destination des acteurs (agents de la collectivité, associations) seront organisées régulièrement par les équipes de France Volontaires et/ou ses partenaires.

2.5 Développer la communication et la valorisation des dispositifs de volontariat international d'échange et de solidarité (VIES)

2.5.1 Les deux parties travailleront sur l'élaboration de supports de communication à destination du grand public pour informer et sensibiliser sur les enjeux du volontariat international d'échange et de solidarité (VIES).

2.5.2 Afin de valoriser l'expérience de volontariat international, des événements conjoints pourront être organisés, comme la réunion annuelle des volontaires, en associant les différents partenaires, associatifs ou autres.

2.6 Adhérer à la plateforme France Volontaires

L'adhésion à France Volontaires permettra au Conseil départemental de Mayotte de participer, au sein du collège des Territoires, aux espaces de concertation et de développement du VIES portés par la plateforme, à la hauteur des ambitions de la politique de coopération internationale de la France. La participation du Département permettra aussi de valoriser les actions en faveur du volontariat international à l'échelon national et d'enrichir la politique régionale en faveur de l'engagement des citoyens à l'international.

Les parties s'engagent à évaluer la pertinence et la faisabilité d'une ouverture d'antenne de FV à Mayotte.

ARTICLE 3 : MODALITES DE FINANCEMENT DES PROJETS

Pour la réalisation matérielle des actions, les parties s'engagent à rechercher les moyens financiers adaptés relatifs aux activités de coopération et à l'aide publique au développement (fonds européens et de l'Etat, Agence française de développement (AFD), mécénat, fonds propres,...).

France Volontaires dans son rôle de plateforme coordonne des programmes qui apportent des financements complémentaires. Le Conseil départemental de Mayotte sera invité à participer

ou à promouvoir ces programmes.

Toute décision de financement des actions et projets découlant de cette convention sera conditionnée par le respect des procédures de validation propres à chacune des Parties.

La signature de cette convention est sans incidence financière.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION ET SUIVI DU PARTENARIAT

Pendant la durée de la convention cadre, les signataires peuvent utiliser le logo de l'une et de l'autre des parties sur des supports de communication avec accord préalable. Plus globalement, les signataires s'engagent à communiquer et à valoriser leur partenariat.

De manière à faciliter le suivi et la mise en œuvre de la présente convention, les parties désignent une personne référente :

Pour le Conseil départemental de Mayotte : Enly MAHAMOUDOU

Pour France Volontaires : Anne KORSZUK, Responsable de l'antenne de La Réunion.

ARTICLE 5 : DUREE, RENOUVELLEMENT ET RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de sa signature pour une durée de trois (3) ans, renouvelable par tacite reconduction.

L'une ou l'autre des parties peut mettre fin à la présente convention avec un préavis de trois (3) mois par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de résiliation de la présente convention, les projets et activités en cours devront être menés à leur terme, dans le respect des engagements souscrits par chacune des parties conformément aux conventions d'application afférentes.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

Pour le Conseil départemental de Mayotte,
Le Président
Ben Issa OUSSENI

Pour France Volontaires
Le Directeur Général,
Yann DELAUNAY